

économiques qui font malheureusement partie de la vie aujourd'hui. A mon sens, le discours du trône que nous avons entendu la semaine passée est unique, car il nous dit bien à quelle sorte de législation nous pouvons nous attendre. Et ce qui est encore plus important, on nous a promis des livres blancs sur des questions aussi essentielles que la défense, la fiscalité et la sécurité sociale qui permettront non seulement aux deux Chambres du Parlement, mais encore à l'opinion publique en général, d'exprimer leur point de vue respectif, de manière à éclairer le gouvernement lors de l'élaboration définitive des textes de loi ayant trait à ces problèmes d'une extraordinaire importance.

La ferme orientation de ce discours du trône que doivent étayer les futurs livres blancs, nous incite à penser que nous pouvons nous féliciter d'avoir un premier ministre hors pair qui connaît parfaitement les problèmes de l'heure et qui est déterminé à trouver les remèdes indispensables. Il serait, certes, prématuré de dire que ce pays a à sa tête un chef ayant les qualités d'un Chatham, d'un Gladstone ou d'un Disraeli, mais les indices dont nous disposons dès à présent justifient tout au moins de grands espoirs. Honorables sénateurs, c'est avec un plaisir particulier que j'ai enregistré ses manifestations récentes de colère et de rancœur à l'égard de certains groupes, et j'aimerais que les médecins disposent de ce qu'on pourrait appeler des « pilules ragifques », que nous pourrions faire parvenir à notre premier ministre pour qu'il conserve cet état d'esprit pendant quelque temps, du moins jusqu'au moment où seront prises les mesures promises tendant à nous éviter, dans ce pays, la répétition de ces incidents que, nous autres Canadiens, préférons oublier.

Je voudrais mettre à profit le temps de parole qui m'est imparti en n'abordant que certains problèmes évoqués dans le discours du trône: les questions ayant trait à la défense, à l'économie, au développement économique et aux inégalités régionales.

Je signale en passant que les dangers de l'inflation ont déjà été traités de façon complète et que les études en profondeur sur la réforme constitutionnelle et l'unité nationale ne provoquent pas de remarques particulières de ma part, car cela m'amènerait à des répétitions et à des redites. En tout cas, on espère que cette assemblée aura d'autres occasions d'examiner ces questions importantes et la façon dont je les envisage, pourra, je le souhaite, être considérée en détail, en temps voulu.

Nous avons été tellement préoccupés par les forces centrifuges et scissionnistes qui ont

presque déchiré notre pays que nous oublions l'importance essentielle des forces armées nécessaires pour protéger nos frontières naturelles. Nous devrions donc, à mon avis, nous préoccuper davantage de la défense de l'hémisphère nord-américain et, tout en sautant notre souveraineté nationale, travailler en étroite collaboration avec notre voisin du Sud afin de coordonner nos programmes respectifs et ensuite les mettre en application de façon à utiliser pleinement et le plus efficacement possible nos ressources économiques, scientifiques et humaines.

En raison de la nécessité d'une collaboration aussi étroite pour les besoins de la défense, j'incline de plus en plus à penser que nous devrions chercher avec le concours des États-Unis d'Amérique à arrêter un plan qui en dix ans, mettons, aboutira à la complète liberté des échanges commerciaux entre le Canada et les États-Unis. Le Canada y trouvera son profit, je pense, bien que, dans la poursuite de cet objectif, il faudra veiller sans cesse au maintien total et absolu de notre souveraineté et à la mise en application des mesures économiques, politiques et législatives nécessaires de façon à ne pas nuire à certains secteurs de l'économie canadienne qui devra s'adapter à l'éventuelle situation nouvelle. Il me semble anormal qu'en temps de paix nos deux pays s'engagent dans des voies différentes, parfois même en sens contraire, et que nous comptions aussi qu'en cas de guerre, que Dieu nous en préserve, nous aurions immédiatement à notre disposition les techniques et la machinerie nécessaires mais après quoi poussés par la nécessité nous travaillerions en collaboration.

La plupart des citoyens du Québec, notamment ceux de langue française, estiment que lors de la répartition des ressources financières du Canada, une proportion appropriée ne leur a pas été attribuée. Des flots d'encre et des volumes sur la question de la réforme constitutionnelle et de l'unité nationale seront inutiles tant que l'équilibre de la puissance économique ne sera pas rétabli, afin que la responsabilité et l'intérêt soient associés au droit de propriété en jeu. Il ne suffit pas de fournir des emplois dans les régions désavantagées et nous n'apaiserons pas une grande partie de notre population blessée par l'emploi de cette méthode. Des crédits à long terme devraient être disponibles, afin de permettre à ceux qui se sentent dépossédés d'acheter des actions de certaines grandes corporations de notre pays, industrielles ou financières. Ce serait une puissante force cohésive qui aiderait à surmonter ce profond ressentiment.